

Journées normandes de la recherche participative

Santé – Social – médico-social

Les 5, 6 et 7 avril 2017 à Rouen, Caen, Dieppe

Ouverture du colloque

Bonjour,

C'est avec un grand plaisir qu'au nom des membres et partenaires du « pôle ressource recherche de l'intervention sociale » Normandie, communément appelé « P2RIS », en tant que Directeur de ce pôle et Directeur général de l'Institut Régional du Travail et du Développement Social Normandie, j'ouvre ces journées normandes de la recherche participative co-organisées avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS), la Plate-forme normande pour la promotion de la santé, l'IRTS-IDS Normandie, l'IRTS Normandie Caen et l'IFCASS.

Depuis sa création en 2008, le P2RIS a pour principal objectif de favoriser l'articulation de la recherche, de la formation et de l'intervention sociale et organise chaque année des séminaires, des expérimentations pédagogiques et des conférences

liés à l'actualité du champ social et médico-social. Ainsi, l'année dernière, nous avons organisé avec l'Université de Rouen, suite à un cycle de séminaires mensuelles, un colloque sur : *La laïcité à l'épreuve des identités*.

Les objectifs et la problématique du colloque

Aujourd'hui, ce colloque sur la « recherche participative » qui débute à l'IRTS-IDS, continuera ce soir à l'IFCASS situé à Dieppe puis demain à l'IRTS Normandie Caen situé à Hérouville-Saint-Clair et qui se terminera après-demain à l'IRTS-IDS s'inscrit dans un contexte particulier : l'intérêt croissant pour les dynamiques de participation citoyenne au sein de l'organisation sociale et politique.

En effet, depuis plusieurs années, le champ social et médico-social s'interroge sur la place des personnes accompagnées par les professionnels dans leurs pratiques.

Les prérogatives législatives initiées au début des années 1980 et réaffirmées au cours des années 2000 (lois de 2002, de 2007 et 2016) mais aussi le plan d'action gouvernemental en faveur du travail social et du développement social communiqué en octobre 2015 soulignent toute l'importance de démocratiser les pratiques en travail social.

Dans cette optique, le concept de « participation » ou celui d'« *empowerment* » (traduit par pouvoir d'agir...) venu des États-Unis est désormais appréhendé comme un moyen de changer les relations, généralement asymétriques, entre les travailleurs sociaux et les personnes qu'ils accompagnent.

En effet, comment démocratiser le champ social et médico-social sans pour autant produire et institutionnaliser une « idéologie de la participation » ?

Pour répondre à cette interrogation, en 2014, le Laboratoire d'étude et de recherche sociales de l'IRTS-IDS a mené une enquête pour l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) sur la « Participation des « usagers » et la transformation des pratiques professionnelles des acteurs de la protection de l'enfance. Cette même année, l'IRTS-IDS a notamment organisé une journée interprofessionnelle de son réseau des sites qualifiants sur « La participation des usagers et des familles dans l'action sociale et médicosociale » mais aussi co-organisé avec le Centre international de Recherche sur les transformations et l'intervention sociales, un Groupement d'intérêt scientifique (GIS) auquel l'IRTS-IDS appartient, un colloque dont le titre était « *Empowerment*, participation, activation. Des concepts aux pratiques d'intervention sociale » qui a ensuite donné lieu à la publication en 2015 de deux numéros de la Revue en ligne Sciences et Actions Sociales.

Mais au-delà du champ social et médico-social, le champ de l'éducation et de la promotion de la santé est également mobilisé par cette dynamique de participation citoyenne. Cette préoccupation, chez ces acteurs se traduit, notamment, par un intérêt particulier pour la « recherche interventionnelle en promotion de la santé ». Dans cette optique de recherche, « il s'agit d'associer les chercheurs aux porteurs des actions sur le terrain pour construire ensemble l'intervention la plus pertinente et efficace. » (La santé en action éditée par l'INPES, N°425, septembre 2013). Ainsi, en janvier 2017, sous l'impulsion de l'ARS et de la Plateforme Promotion Santé Normandie, un séminaire sur « la recherche interventionnelle » a connu un grand succès. En effet, il a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs et praticiens de la santé, du monde éducatif et universitaire et du travail social en Normandie.

Aujourd'hui, ce colloque, est donc le fruit du partage de préoccupations communes de l'ARS, des acteurs de la promotion de la santé et du travail social de Normandie pour démocratiser le champ social, médico-social et de la santé. L'objectif de ce colloque est donc de décrire et d'interroger, à partir d'expériences de recherche

participative, ce que recouvre la production de savoirs incluant scientifiques, citoyens et professionnels.

Dans la pratique, ce colloque est organisé en trois journées autour de plusieurs grands axes (approches méthodologiques participatives, expériences de recherche sur les inégalités sociales de santé, recherches menées avec des populations marginalisées, des professionnels du travail social, etc.) alternant des conférences plénières, des ateliers thématiques, des tables-rondes et une projection-débat.

Aujourd'hui, ce matin, nous assisterons à une première conférence plénière où s'exprimeront deux chercheurs, Philippe Terral et Sylvain Kerbouch'.

- ensuite, après la pause prévue à 10h45, nous assisterons à une première session d'ateliers thématiques sur des travaux menés sur les « marginalités et précarités » ;
- après la pause déjeuner prévue à 12h30, à 14h, nous participerons à un autre atelier thématique « Empowerment et co-production des savoirs dans le champ social » ;
- après le débat suivant cet atelier, nous sommes attendus à Dieppe, dans les locaux de l'IFCASS de 18h à 20h pour participer à une projection-débat « La participation des habitants : une démarche paritaire et inconditionnelle ».

Mais avant de faire l'introduction du colloque puis de démarrer la première conférence plénière, permettez-moi, dès à présent de remercier toutes les institutions et leurs représentants partenaires de cette manifestation, l'ARS de Normandie Promotion Santé Normandie, l'IRTS Normandie Caen, l'IFCASS, le Foyer Duquesne, l'ASPIC, la Fédération Addiction Normandie, l'IDEFHI et l'ensemble des membres du P2RIS.

Je voudrais aussi remercier les intervenants et les membres du comité d'organisation, qui ont contribué à inscrire ce colloque dans le cadre d'un partenariat normand et ouvert nationalement et internationalement.

Ce colloque n'aurait également pas pu avoir lieu sans le travail de Caroline Le Bras, responsable du centre de documentation de l'IRTS et de Claire Lagu, assistante de Laboratoire d'étude et de recherche sociales (LERS), de Mohamed Belqasmi chercheur au LERS ainsi que les membres des services informatique et logistique de l'IRTS-IDS Normandie.

Je voudrais aussi remercier tout spécialement :

- Carole Pernet de l'ARS Normandie, Marion Boucher-Le Bras de Promotion Santé Normandie et Corinne Chaput de l'IRTS Normandie Caen qui ont réussi à relever le défi de cette coopération inédite ;
- la région Normandie qui finance le laboratoire de recherche de l'IRTS-IDS ;
- l'Association pour le développement social et culturel international (ADSCI), plus connue par l'intermédiaire de son établissement, l'IRTS-IDS Normandie, qui soutient activement le développement du P2RIS et plus généralement la production et la valorisation de la recherche en sciences sociales *sur* et *dans* le champ social ;
- et, bien sûr, l'Etat qui finance le P2RIS.

Je vous souhaite donc à toutes et à tous un excellent colloque.

Introduction

Après cette ouverture, il me revient maintenant d'introduire la problématique de ce colloque.

Une façon d'envisager la production de savoirs

La question de la participation des « citoyens ordinaires » à la science est aujourd'hui un enjeu de première importance pour la recherche, notamment dans les domaines du « travail sur autrui »¹ comme la santé ou le travail social.

Les pratiques plurielles regroupées sous le vocable de « recherche participative » entendent, en effet, construire une alliance originale entre science et société en mettant les citoyens en position d'interroger les effets réels de la première sur la vie quotidienne. Plus fondamentalement, la « recherche participative » pose la question des manières dont sont construites les connaissances de façon radicale.

Elle rompt avec une vision des citoyens comme « masse ignorante » et une relation uniquement descendante entre scientifiques et « populations » en envisageant la production d'une intelligence collective en même temps que de nouveaux outils démocratiques potentiellement incubateurs d'innovations et de transformations sociales pouvant servir l'intérêt général. En incluant les citoyens dans le processus de production de savoirs, la « recherche participative » permet ainsi aux praticiens, habitants, etc., de construire une relation critique, mais également de confiance, avec le monde de la recherche.

¹ François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, éd. Seuil, 2002.

D'un point de vue épistémologique, la production scientifique est alors susceptible d'être plus descriptive, expérimentale et opérationnelle. L'idée de la co-production de savoirs incluant des scientifiques, des citoyens et des professionnels n'est pas nouvelle, mais elle demeure controversée. Schématiquement, il y a d'une part, une vision enthousiaste qui y voit la possibilité de formes d'ouverture du champ scientifique et de démocratisation de la production de savoirs, et d'autre part, une vision plus sceptique qui interroge la qualité des données récoltées ou la légitimité de la place octroyée aux acteurs « non-scientifiques » dans ces processus. Néanmoins, les méthodes de recherche dites « participatives », « interventionnelles »² ou « citoyennes » ont un point commun : il ne s'agit pas de transformer le citoyen ou le praticien en chercheur, mais de créer des conditions de participation de milieux composites où chacun apporte sa contribution à la production de connaissances tout en restant lui-même. Il s'agit alors de mettre en œuvre des processus qui partent du principe que la coopération entre ces différents milieux favorise des innovations ayant de potentiels effets sur le réel.

Des méthodes plurielles

Dans la pratique, il y a une variété de stratégies et de domaines de recherche concernés par les « méthodologies participatives ».

Parmi les plus emblématiques, les travaux de recherche-action (PAR : Participative Action Research) se réfèrent à une démarche popularisée par Kurt Lewin³ dès la fin des années 1940. L'objectif est de transformer la réalité sociale à partir d'idées et d'orientations obtenues au travers d'une démarche collaborative impliquant

² François Ella, Joëlle Kivits, « La recherche interventionnelle en santé publique : partenariat chercheurs-acteurs, interdisciplinarité et rôle social », in *Santé Publique*, Vol. 27, n°3/2015 p. 303-304.

³ Kurt Lewin, « Action research and minority problems », in G. W. Lewin (ed.), *Resolving social conflicts*, New York, Harper & Row, 1948, p. 34-46.

chercheurs, praticiens, salariés, usagers des services, etc. : « Le chercheur, ici, intervient à des fins de changement, il entend en même temps produire un savoir et contribuer à transformer la situation et les relations entre acteurs. Sa recherche est effectuée dans des situations réelles, au sein d'un groupe concret, dans une entreprise par exemple, avec l'idée que la recherche et l'action, la production de connaissances et le changement concret relèvent d'une seule et même activité pratique⁴ ». La caractéristique de la recherche-action est donc l'aspiration au changement. Elle suppose la volonté tant des parties prenantes que des chercheurs que la recherche serve la transformation des pratiques.

Mais les méthodes participatives peuvent également être mobilisées sans que les participants n'envisagent d'emblée une utilité pratique. Ainsi, la « *sociologie de l'action* » et la méthode de l'intervention sociologique développées par Alain Touraine entre les années 1960 et 1980⁵, considèrent que la recherche « élève la capacité de réflexion et de là celle d'action des acteurs, sans que la relation du chercheur et des acteurs ait à déboucher sur des changements immédiats, ou directs, dans l'action⁶ ». Dans un autre registre, certaines méthodes de « recherche participative » envisagent la recherche comme un moyen de surmonter les structures du pouvoir des groupes « marginalisés », « minorisés », « fragilisés » ou « subalternes ». Il s'agit ici de mobiliser des individus ou des groupes qui, du fait de leur situation de « dominés », ont des difficultés à faire valoir leurs visions. La recherche participative « communautaire » (Community-Based Participatory Research (CBR ou CBPR)) a ainsi pour particularité de chercher à construire des connaissances dans un processus de compréhension mutuelle et d'*empowerment* des personnes directement concernées.

⁴ Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 105-106.

⁵ Alain Touraine, *La sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965 ; *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973 ; *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

⁶ *Ibid.*, p. 105.

Dans la pratique, il existe un foisonnement d'activités de recherches plus ou moins ouvertes aux dynamiques de co-construction des savoirs dont il est difficile de faire l'inventaire exhaustif. Par exemple, aujourd'hui, l'usage des TIC permet de faciliter la participation des citoyens-usagers des services et d'étendre les possibilités de recueil de données quantitatives et/ou qualitatives utiles à la recherche (big data, etc.). La « recherche participative » n'est donc pas un ensemble statique et unifié. Plus qu'un type de recherche spécifique, il s'agit d'un spectre pluriel de méthodes de recherche qui s'appuient à des degrés divers sur des principes de participation, d'ouverture, de communication et d'appropriation du processus de production de savoirs par les sujets étudiés/participants. Des méthodes privilégiant le « bénévolat scientifique » à celles incluant les « publics » à toutes les étapes du projet de recherche, les relations entre les parties prenantes de la recherche sont susceptibles de varier fortement⁷. Différentes méthodes peuvent d'ailleurs être mobilisées conjointement dans un même programme de recherche. Leur dénominateur commun est de renouveler les perspectives sur les domaines étudiés et ouvrir la voie à la découverte de nouveaux aspects.

Des questionnements

Lors de ces journées d'étude, nous voudrions donc interroger ce qu'il en est de la recherche participative dans le champ social, médico-social et de la santé :

Quelles sont les travaux et expérimentations ayant trait à la « recherche participative » menés par les acteurs de l'observation et de la recherche ?

⁷ François Houllier, Jean-Baptiste Merilhou-Goudard, (dir.), « Les sciences participatives en France. Etat des lieux, bonnes pratiques & recommandations », Rapport pour le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, février 2016, p. 13.

Quelles sont les cadres (institutionnels, financiers, etc.), les contextes, les domaines au sein desquels ils sont mis en œuvre ?

Quelles sont les conditions qui rendent possibles ces travaux ?

Quelles sont les méthodes privilégiées et quels en sont les objets ?

Avec quelles ambitions, quelles pratiques d'implication des « citoyens ordinaires », professionnels-praticiens, « usagers » des services, etc., ces recherches sont-elles menées ?

Quels sont les résultats et les impacts réels de ces travaux ?

A partir du moment où la « recherche participative » et « interventionnelle » suppose la volonté des participants de communiquer leurs propres points de vue, opinions et expériences, comment ces travaux réussissent-ils à construire des « espaces préservés » de discussion, de co-élaboration ?

Comment définissent-ils et mobilisent-ils le « collectif », la « communauté », notamment lorsque les groupes concernés ont une faible propension à articuler, justifier et faire valoir leurs points de vue et leurs intérêts ?

Comment les acteurs partenaires de ces recherches négocient-ils leur place dans le processus de construction de savoirs (labels utilisés, etc.) ?

Pour répondre à toutes ces interrogations, il est maintenant temps de donner la parole aux deux conférenciers et, tout d'abord, à Philippe Terral.

Merci.

